

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, il est absolument impossible de dédommager les cultivateurs de leurs pertes avant d'en connaître l'importance. Alors que je me trouvais dans la région vendredi dernier tout le monde a convenu qu'il était trop tôt pour évaluer les dommages. Afin toutefois de respecter l'engagement que j'avais pris j'ai avisé par un communiqué de presse les cultivateurs de cette région des services que nous mettrions à leur disposition en plus de ceux dont ils bénéficiaient, déjà afin de leur venir immédiatement en aide étant donné la situation.

LES VOLAILLES EXCÉDENTAIRES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Le ministre fera-t-il une autre déclaration à l'appel des motions relativement au programme concernant les volailles excédentaires si le contingent d'un million de poules destinées à être éliminées est dépassé . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute qu'il s'agisse d'une question supplémentaire; de fait, elle est bien adressée au même ministre, mais, à part cela, elle n'a rien d'une question supplémentaire. Toutefois, j'hésite à interrompre le député, vu qu'il a déjà posé la moitié de sa question. Je crois devoir l'autoriser à poser la deuxième moitié maintenant.

M. McCutcheon: J'ai présumé qu'il s'agissait d'une question supplémentaire parce que, comme le député qui m'a précédé, je demandais au ministre de faire une déclaration. Si on dépasse le contingent d'un million de poules à retirer de la production, comme les dernières nouvelles permettent de le croire, le ministre fera-t-il une autre déclaration sur cet aspect de la situation en vue de stabiliser le marché, vu la baisse de deux cents à deux cents et demi dans le prix offert par les établissements de transformation.

• (1430)

M. l'Orateur: A l'ordre. La question supplémentaire ou correspondante est hypothétique.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—LA QUESTION DE LA PRÉPONDÉRANCE CANADIENNE AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Le ministre du Revenu national ayant dit vendredi dernier à Toronto que la politique récemment annoncée par le gouvernement ontarien constituait «une bonne mesure préliminaire», le gouvernement a-t-il l'intention de prendre une mesure de ce genre pour toutes les sociétés étrangères installées au Canada? Selon cette politique, le conseil d'administration de toutes les sociétés étrangères installées en Ontario devrait obligatoirement comprendre en majorité des Canadiens.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, si nous adoptons d'autres mesures à ce sujet, nous le ferions savoir à la Chambre, à supposer qu'elle siège.

L'hon. M. Hees: Merci pour cette réponse qui n'en est pas une. Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Le premier ministre ayant déclaré l'autre jour que tout député qui retarderait l'adoption du bill sur les investissements étrangers après la fin de juin serait tenu responsable, sur qui le premier ministre a-t-il l'intention de rejeter la responsabilité de l'année que le cabinet a perdue à tergiverser sur le rapport Gray avant d'aboutir à une politique qui n'en est pas une?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LE CAS DU CHEF DES SERVICES D'INFORMATION POUR L'ONTARIO

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au secrétaire d'État, mais vu qu'il est absent, je l'adresse à son suppléant, ou peut-être au premier ministre, ce puits de science, qui connaît sans doute la réponse. Est-il vrai que M. Norman Severud, le chef, à \$14,000 par an, des services d'information du programme Perspectives-Jeunesse pour l'Ontario et de l'emploi d'été 1972, a été congédié vendredi dernier, et qu'on en fait un bouc émissaire à cause de nombreux projets qui ont fait fiasco et dont la presse a parlé en termes peu flatteurs?

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je prends note de cette question au nom du secrétaire d'État.

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, le ministre aurait-il l'obligeance de demander au secrétaire d'État de faire une déclaration sur cette question à la Chambre le plus tôt possible et d'expliquer dans cette déclaration pourquoi M. John Watkinson a congédié cet employé du gouvernement fédéral, puisque M. Watkinson n'est pas fonctionnaire fédéral mais membre d'une agence d'information à Toronto qui est très étroitement liée au parti libéral?

L'hon. M. O'Connell: Monsieur l'Orateur, je porterai cette demande à l'attention du ministre.

* * *

LA CONSOMMATION

L'ALIMENTATION—DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES NOUVELLES HAUSSES PRÉVUES

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. D'après certains rapports, les magasins d'alimentation américains à succursales prévoient d'autres hausses des prix et puisque les prix des aliments au Canada correspondent invariablement à ceux des États-Unis, le gouvernement a-t-il l'intention de mener une enquête sur cette situation et de prendre des mesures à ce sujet?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, mon ministère revoit constamment les prix dans les magasins d'alimentation.